

**Recrutement d'un Juriste au profit du Ministère Délégué Chargé de la Décentralisation**

|  |  |
| --- | --- |
| **RÉF.** | **IR2-2025-01** |
| **Type d’Offre**  | **Consultant Individuel** |
| **Type de Contrat**  | **Contrat de prestation de services** |
| **Date de limite de la Candidature**  | **30/01/2025 17H00** |
| **Durée de la Mission**  | **Court terme** |
| **Durée**  | **5 mois** |
| **Titre** | **Juriste** |

**Introduction**

La Compagnie Kaizen, une entreprise de Tetra Tech, est une société internationale de conseil en développement et un incubateur de solutions innovantes et évolutives qui répondent aux défis et opportunités des marchés émergents. Nos solutions catalysent l'amélioration des performances organisationnelles et institutionnelles au niveau local et établissent des communautés de pratique facilitant l'apprentissage entre pairs et l'atteinte d'objectifs communs. Nous aspirons à transformer la nature et l'impact de l'aide au développement et à renforcer les organisations et institutions grâce à des approches innovantes en matière de développement organisationnel, de réforme et de changement.

La Compagnie Kaizen a remporté en novembre 2021 le projet USAID d’Appui à l’Engagement de la Société Civile au Processus de Développement Local. Cette activité s'appuie sur les investissements précédents de l'USAID/Djibouti et s'aligne sur l'objectif stratégique intégré de la Mission des États-Unis ainsi que la stratégie du gouvernement Djiboutien à travers la vision Djibouti 2035.

L'objectif principal de ce projet de quatre ans est de fournir une assistance technique pour renforcer les capacités organisationnelles et opérationnelles des principaux acteurs du développement local, y compris les autorités locales des régions intérieures et les organisations de la société civile.

Le projet vise à :

* IR1 : Renforcer l'environnement favorable aux organisations de la société civile (OSC).
* IR2 : Accroître la capacité et l'efficacité des OSC à collaborer et à coordonner leurs actions avec les autres OSC et les agences gouvernementales.
* IR3 : Prévenir et atténuer les violences basées sur le genre (VBG) en mettant un accent particulier sur les mutilations génitales féminines (MGF).

**Contexte**

Le gouvernement Djiboutien a élaboré une stratégie de moyen et long terme « **Djibouti 2035** » dont un des outils clefs est la décentralisation. Il ambitionne de renforcer le processus de décentralisation et faire des régions des acteurs clefs du développement national. Des partenaires techniques entre autres le Projet USAID de la Société Civile, l’UE et le PNUD soutiennent cette réforme. Tout d’abord en 2010 avec le Programme d’Appui à la Décentralisation et aux Collectivités Locales (PADCL) qui a permis d’initier une phase pilote auprès des Conseils régionaux. Ce programme a permis l’élaboration des premiers Plans de Développement Régionaux, la formulation d’un Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation, la création de plateformes ad-hoc en région, les Comités de Coordination du Développement Rural. À la suite de ce programme, un draft de Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) a été proposé et validé en comité technique (2016) et avait pour objectif de pallier aux imperfections des textes de loi régissant les collectivités.

A la fin de l’année 2020, avec l’appui de l’UE à travers le programme ADIL, l’avant-projet du Code Général des Collectivités Territoriales est validé en interministériel et en conseil de ministre.

Le présent terme de référence porte sur un appui du Projet USAID à l’Engagement de la Société Civile au Processus de Développement Local en faveur du Ministère Délégué chargé de la Décentralisation (MDCD) dans le recrutement d’un juriste spécialiste des questions de décentralisation afin d’accompagner le MDCD sur l’adoption du CGCT, la préparation des textes d’application et de façon général sur tout ce qui relève du domaine juridique de la décentralisation.

**Objectif général**

L’objectif général de cette prestation est de permettre au MDCD de piloter efficacement le processus de réforme de la politique de l’État en matière de décentralisation.

**Objectif particulier**

L’objectif particulier est de permettre au MDCD de disposer d’une capacité juridique de haut niveau afin de lui permettre d’initier et d’engager les réformes législatives et réglementaires prioritaires en matière de décentralisation pour répondre aux objectifs fixés par la vision Djibouti 2035 et du Plan National de développement.

**Services demandés**

Les services spécifiques demandés sont les suivants :

* Un appui à l’organisation du MDCD :
	+ Analyse de l’environnement institutionnel ;
	+ Élaboration de projets de textes pour mettre à jour ses attributions et son organisation ;
	+ Accompagnement au passage de ces textes en Conseil des ministres et à leur adoption ;
* Un appui au processus de décentralisation et de déconcentration :
	+ Analyse et étude du cadre législatif et réglementaire du pays ;
	+ Formulation de recommandations pour une meilleure prise en compte du processus de décentralisation et de déconcentration ;
	+ Assurer une veille institutionnelle ;
* Un appui à l’adoption du CGCT :
	+ Un accompagnement sous forme d’analyse et/ou d’appui conseil pour soutenir le passage du CGCT à la commission des lois et au Parlement :
	+ Préparation à l’examen en commission ;
	+ Préparation à l’audition ;
	+ Analyse des propositions d’amendements ;
* Accompagner le Ministère pour faire le plaidoyer en faveur de la signature par notre pays de la Charte Africaine des Valeurs et Principes de la Décentralisation :
	+ Organiser des rencontres et communiquer sur la Charte Africaine des Valeurs et Principes de la Décentralisation afin de faciliter sa diffusion et sa compréhension par les citoyens Djiboutiens ;
	+ Préparer les arguments juridiques pour convaincre les autorités nationales de la nécessité de signer la Charte Africaine des Valeurs et Principes de la Décentralisation ;
* Un appui-conseil pour l’élaboration des textes d’application :
* Analyser et améliorer les projets en cours ;
* Accompagner le MDCD dans son dialogue interministériel ;
* Former la juriste du Ministère et les hauts cadres administratifs ;
* Faciliter la prise de décision ministérielle ;
* Rédiger des projets de textes ;
* Un appui à la gouvernance des collectivités :
	+ Accompagner le MDCD dans son dialogue interministériel en lien avec la création des services publics.
	+ Analyse et/ou appui-conseil pour la formulation de textes réglementaires et d’outils de gestion.
	+ Identifier des modalités législatives pour renforcer l’autonomie financière des collectivités.

**Résultats à atteindre**

Le dialogue stratégique, la participation et le rôle du MDCD dans la mise en œuvre du processus de Décentralisation sont améliorés et renforcés, en particulier :

* Des analyses stratégiques et des contributions au reporting sur les thématiques proposées sont produites sur demande du MDCD et à partir d’échanges avec les parties prenantes ;
* Des dialogues stratégiques entre le MDCD et les parties prenantes sont organisés en lien avec le dialogue politique à haut niveau du MDCD. Ces dialogues doivent faire l’objet de séance de préparation et de restitution avec les conseillers techniques du MDCD ;
* Des projets de textes réglementaires et législatifs sont produits et concertés avec les parties prenantes ;
* Le suivi de la complémentarité/synergie entre les textes réglementaires et législatifs avec le processus de la décentralisation est réalisé avec notamment la contribution pour identifier les lignes directrices à prendre en compte ;
* Des séances de coaching et/ou des formations courtes sont données sur demande du MDCD ;
* Sur demande du MDCD, la facilitation et le suivi de la mise en œuvre de la Feuille de Route de la décentralisation.

**Livrables attendus**

La production des livrables s’inscrit dans le cadre des résultats attendus. Les livrables seront tous produits au fur et à mesure en lien avec chaque tâche.

Le consultant soumettra ses rapports en français, en version électronique et en papier.

Une **note de cadrage** est attendu au bout de deux semaines de présence au MDCD. Elle sera présentée au MDCD et à l’équipe du Projet USAID et comprendra le programme de travail, le chronogramme et les livrables prévus (Compte-rendu, note d’analyse, note d’étude…) sur l’ensemble de la mission. Les commentaires du MDCD seront intégrés dans les 4 jours ouvrables à compter de la réception.

Le consultant devra élaborer un plan de renforcement des capacités et un calendrier de sa mise en œuvre pour procéder à un transfert des compétences ciblant la juriste du Ministère et les hauts cadres administratifs.

Le consultant est tenu de produire un fascicule regroupant tous les textes juridiques de la décentralisation qui servira d’outil de travail pour les élus et les cadres du Ministère Chargé de la Décentralisation.

Un **rapport final** est attendu dans les 15 jours ouvrables après la fin de la mission. Il ou elle devra présenter un résumé exécutif de 4 pages ainsi que le bilan de toutes les activités réalisées et les résultats atteints, les difficultés rencontrées, les enjeux identifiés un bilan global de la mission avec des recommandations précises pour la suite. Tous les livrables produits pendant la mission seront annexés au rapport. Les commentaires du MDCD seront ensuite intégrés dans les 4 jours ouvrables suivant leur réception.

**Coordination**

M. Le Ministre délégué Chargé de la Décentralisation sera l’unique interlocuteur pour le MDCD. Une réunion d’information se tiendra 02 jours après la notification du contrat.

**Lieu, Durée et Modalités d’Exécution**

* 1. **Période de mise en œuvre : Février 2025 à Juin 2025**
	2. **Date de démarrage prévue : 15/02/2025**
	3. **Date de fin : 30 Juin 2025**
	4. **Durée effective de la prestation : 5 mois**
	5. **Lieux de la prestation : Djibouti ville**

**Expertise et Profil Recherché**

L’équipe sera constituée d’un seul expert indépendant pour conduire, diriger et animer tous les travaux de la mission. Il sera l’interlocuteur unique avec le MDCD et la Compagnie Kaizen.

* **Qualifications requises**
* Diplôme d’enseignement supérieur de Master ou Doctorat dans le domaine du droit Public, Administration publique, ayant au moins 10 ans d’expérience professionnelle avérée dans les domaines de l’administration publique ou territoriale ;
* Au moins 2 expériences en conseil juridique auprès d’institutions publiques;
* Expériences spécifiques dans les domaines suivants :
	+ Décentralisation,
	+ Réforme de politiques publiques,
	+ Formation d’agents de la fonction publique ;
* Bonne connaissance des enjeux et défis des politiques de décentralisation et de déconcentration dans des contextes de construction institutionnelle de la décentralisation ;
* Excellente maitrise du français à l’écrit et à l’oral ;
* Capacité de rédaction, d’analyse et de synthèse ;
* Maitrise de l’informatique.

**Soumission de l’Offre**

1. **Critères de sélection technique**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **#** | **Critères d'évaluation** | **Nombre de points** |
| **1** | **Qualifications et Expériences dans le domaine**  | **20** |
| *1.1* | Qualification, diplômes et CV de l’équipe dédié à l’étude  | *05* |
| *1.2* | Références antérieures dans la conduite d’étude similaire (joindre un exemplaire de rapport élaborés par le soumissionnaire)  | *10* |
| *1.3* | Expérience antérieure dans des recherches financer par USAID (prière explicitement indiquer la recherche faite) | *05* |
| **2** | **Plan de travail** | **20** |
| *2.1* | Le plan de travail et le chronogramme d’exécution sont-ils bien définis, bien détaillés et correspondent-ils aux termes de référence ? | *20* |
| **3** | **Méthodologie proposée et approche de la recherche** | **60** |
| *3.1* | La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ? | 5 |
| *3.2* | Les aspects importants/pertinents de l’étude ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ? | 10 |
| *3.3* | La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ? | 25 |
| *3.4* | La proposition comprend-elle un cadre de suivi et d’évaluation pertinent ? | 5 |
| *3.5* | La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d’une bonne exécution de notre demande ? | *15* |
| **SCORE TOTAL** | **100** |

1. **Critère de sélection financière**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Description** | **Prix unitaire** | **Unité** | **Quantité/Nbr de jour ouvrables** | **Total Dépenses** |
| **Honoraire pour l’étude (A)** |   |   |   |   |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Total Général** |   |

1. **Propositions des consultants**

La proposition doit comprendre :

* **Offre technique :**
	+ Contenant une analyse des résultats attendus de la prestation et de son contexte et précisant le contenu, les outils et la démarche du diagnostic.
	+ Le CV et des références actualisés en relation avec le thématique objet de la consultation du/ de la consultant(e).
* **Offre financière**

Le consultant doit fournir des détails pour les honoraires de ses collaborateurs. L’offre financière du consultant sera revue et analysée sur la base des grilles de rémunération de la Compagnie Kaizen, qui se réserve le droit de négocier le montant. Le versement de la rémunération sera basé sur la soumission et l’acceptation des livrables.

1. **Modalité de candidature et Date**

Le TDR de cette consultation peut être retiré à l’adresse suivante MKako@thekaizencompany.com sur demande de l’intéressé. Les offres techniques et financières doivent être délivrées à l’adresse suivante : Kaizen, A Tetra Tech Company Lot No. 358, Haramous, Tel (+253) 21 34 53 47 ; ou soumises à l’adresse suivante : CEAA.Grants@tetratechinc.onmicrosoft.com au plus tard le **30 janvier 2025**, 17H00.